



Ville de Vernier

Dans sa séance du **mardi 18 mars 2025**, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes :

1 CRÉDIT DE CHF 720'000.00 TTC DESTINÉ AUX ÉTUDES DE FAISABILITÉ EN LIEN AVEC LES MESURES PGEE (ÉTAPE 1)

Le Conseil municipal, par 29 OUI et 1 abstention, décide :

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 720'000.00 TTC, destiné aux études de faisabilité en lien avec les mesures préconisées dans le PGEE (étape 1) ;
- 2 de prendre acte que ce crédit sera financé, tout ou partie, par une contribution du Fonds intercommunal d'assainissement (FIA) conformément à la loi sur les eaux, qui sera comptabilisée sous la rubrique 72.63 ;
- 3 de comptabiliser les dépenses et les recettes dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif de la Ville de Vernier ;
- 4 de prendre acte que ce crédit ne nécessite pas d'amortissement car les dépenses seront entièrement couvertes par les recettes provenant du FIA.

2 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTON, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE ACTUELLE ET À LA MISE EN OEUVRE D'AMÉNAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC SUR LE CHEMIN DES SELLIÈRES

Le Conseil municipal, par 26 OUI et 4 abstentions, décide :

- 1 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit d'étude et de réalisation de CHF 875'000.00 TTC destiné à l'aménagement d'un chemin piéton, la mise aux normes de la piste cyclable et de l'arrêt de bus au droit de la résidence IEPA des Campanules et à la mise en œuvre de mesures de modération du trafic sur le chemin des Sellières;
- 2 de prendre acte qu'une subvention de CHF 300'000.00 TTC sera demandée au Fonds intercommunal d'équipement (FIE) ;
- 3 de comptabiliser les dépenses pour un montant de CHF 875'000.00 TTC et les recettes pour un montant de CHF 300'000.00 TTC dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette de CHF 575'000.00 TTC à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;
- 4 d'amortir la dépense nette de CHF 575'000.00 TTC relative aux travaux de réaménagement au moyen de 30 annuités, sous la rubrique n° 61.33, dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2026 ;

Le texte complet des délibérations, et les plans d'affectation du sol peuvent être consultés à la Mairie de Vernier, rue du Village 9, du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Art. 25, al. 5 de la loi sur l'administration des communes - **Seuls des procès-verbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.**

Le délai pour demander un référendum expire le 21 mai 2025.



Ville de Vernier (Suite 1)

Dans sa séance du **mardi 18 mars 2025**, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes :

2 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 930'000.00 TTC DESTINÉ À LA CRÉATION D'UN CHEMINEMENT PIÉTON, À LA MISE AUX NORMES DE LA PISTE CYCLABLE ACTUELLE ET À LA MISE EN OEUVRE D'AMÉNAGEMENTS DE MODÉRATION DU TRAFIC SUR LE CHEMIN DES SELLIÈRES (SUITE)

- 5 d'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 55'000.00 TTC destiné aux travaux de remise en état des réseaux d'assainissement dans le périmètre du projet ;
- 6 de comptabiliser la dépense nette pour un montant de CHF 55'000.00 TTC puis de la porter à l'actif du bilan de la Ville de Vernier, dans le patrimoine administratif ;
- 7 d'amortir la dépense nette de CHF 55'000.00 TTC au moyen d'une annuité, qui figurera au budget de fonctionnement sous la rubrique 72.33 dès la fin des travaux, estimée à 2026 ;
- 8 de prendre acte que ce crédit sera financé, tout ou partie, au moyen du loyer versé par le Fonds intercommunal d'assainissement (FIA), conformément à la loi sur les eaux, qui sera comptabilisé en 2026 dans le compte de résultat sous la rubrique n° 72.46 ;
- 9 d'accepter la cession, à titre gratuit, de la part de l'État de Genève et en faveur de la Ville de Vernier, de la parcelle 5889 de Vernier dans son entièreté (568 m2) et d'une partie des parcelles 5772 et 5768 de Vernier (environ 346m2), toutes trois appartenant au domaine privé cantonal, pour être versée au domaine public communal ;
- 10 de demander au Conseil d'État de la République et Canton de Genève de bien vouloir exonérer la présente opération foncière de tous les éventuels frais et droits, y compris les émoluments du Registre foncier vu l'affectation d'utilité publique de ladite opération ;
- 11 de charger le Conseil administratif de mettre en œuvre l'entier de l'opération foncière définie dans la présente délibération et de signer pour la Ville de Vernier tous les actes notariés, conventions et pièces relatifs à cette opération ;
- 12 de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres pour procéder à la signature des actes notariés nécessaires.

Le texte complet des délibérations, et les plans d'affectation du sol peuvent être consultés à la Mairie de Vernier, rue du Village 9, du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Art. 25, al. 5 de la loi sur l'administration des communes - Seuls des procès-verbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.

Le délai pour demander un référendum expire le 21 mai 2025.



Ville de Vernier (Suite 2)

Dans sa séance du **mardi 18 mars 2025**, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes :

3 PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR D'UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER

Le Conseil municipal, par 31 OUI, soit à l'unanimité, décide :

- 1 d'autoriser le Conseil administratif à signer l'acte de « Promesse de vente de droits à bâtir pour un montant de CHF 134'500.00 et de constitution d'une servitude d'interdiction de constructions, promesse de cession d'une sous-parcelle et de constitution d'une servitude ou d'une mention pour le report des droits à bâtir : Mme Anne-Lise PHAM née ANDEREGG - M. Guy ANDEREGG - Commune de Vernier » ;
- 2 d'accepter de promettre de vendre les 179 m2 de droits à bâtir de la parcelle 3417 de Vernier, domaine privé communal, à M. Guy ANDEREGG, pour un montant de CHF 134'500.00 (cent trente-quatre mille cinq cents francs suisses) ;
- 3 de comptabiliser, au moment de la vente effective, le produit de la vente des droits à bâtir de CHF 134'500.00 en revenus dans le compte de résultats ;
- 4 d'accepter de promettre de constituer, si la vente des droits à bâtir se réalise, une servitude d'interdiction de toutes constructions, à titre gratuit, sur la parcelle 3417 de Vernier, domaine privé communal, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, dont le libellé sera le suivant : « Servitude d'interdiction de toutes constructions sur la parcelle 3417 de la Commune de Vernier au profit des parcelles 3812 et 3813, à l'exception d'aménagements « légers » de type banc, arborisation, éclairage, fontaine, pergola, etc. Cette servitude relate le transfert, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, de l'intégralité des droits à bâtir attachés à la parcelle 3417. Afin de garantir la pérennité de l'utilisation de la parcelle 3417, il est précisé que la Commune de Vernier conservera le droit à l'usage exclusif du fonds servant. » ;
- 5 d'accepter la promesse de cession, à titre gratuit, de la part de M. Guy ANDEREGG et, le cas échéant, de Mme Anne-Lise PHAM-ANDEREGG en faveur de la Commune de Vernier, de la sous-parcelle 3812B de Vernier, d'une surface d'environ 16 m2, selon projet de division établi par le bureau Buffet Boymond SA ci-annexé, pour l'intégrer à son domaine privé communal ;
- 6 d'accepter de promettre de constituer, à titre gratuit, une servitude ou l'annotation d'une mention au Registre foncier, si la cession mentionnée au chiffre 5 ci-dessus se réalise, visant à publiciser le report des droits à bâtir attachés à la sous-parcelle 3812B de Vernier sur la sous-parcelle 3812A de Vernier ;

Le texte complet des délibérations, et les plans d'affectation du sol peuvent être consultés à la Mairie de Vernier, rue du Village 9, du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Art. 25, al. 5 de la loi sur l'administration des communes - **Seuls des procès-verbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.**

Le délai pour demander un référendum expire le 21 mai 2025.



Ville de Vernier (Suite 3)

Dans sa séance du **mardi 18 mars 2025**, le Conseil municipal a pris les délibérations suivantes :

3 PROMESSE DE VENTE DE DROITS À BÂTIR D'UN MONTANT DE CHF 134'500.00 ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE D'INTERDICTION DE CONSTRUCTIONS, PROMESSE DE CESSION D'UNE SOUS-PARCELLE ET DE CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE OU D'UNE MENTION POUR LE REPORT DES DROITS À BÂTIR ENTRE MME ANNE-LISE PHAM-ANDEREGG ET M. GUY ANDEREGG ET LA COMMUNE DE VERNIER (SUITE)

- 7 de prendre acte que le Conseil administratif s'engage à étudier la possibilité de constituer, au profit des parcelles 3812 et 3813 de Vernier, une servitude de passage à pied sur la parcelle 3417 de Vernier, si M. ANDEREGG devait en faire la demande dans l'éventualité où cela permettrait une amélioration des accès à son futur projet de construction ;
- 8 d'accepter, pour autant que M. ANDEREGG obtienne l'autorisation de démolir les bâtiments existants et l'autorisation définitive de construire, sur les parcelles 3812 et 3813 de Vernier, les bâtiment-s projeté-s et que lesdites autorisations entrent en force, i) de vendre à M. ANDEREGG les droits à bâtir attachés à la parcelle 3417 de Vernier, ii) de constituer une servitude d'interdiction telle que relatée au chiffre 3 ci-dessus, iii) la cession à titre gratuit de la sous-parcelle 3812B de la part de M. ANDEREGG pour l'intégrer à son domaine privé communal, iv) de constituer à titre gratuit une servitude ou l'annotation d'une mention au Registre foncier pour publiciser le report des droits à bâtir attachés à la sous-parcelle 3812B sur la sous-parcelle 3812A ;
- 9 de prendre acte que, s'agissant d'un projet de division, la surface de la sous-parcelle 3812B (environ 16 m2) est indicative et pourra subir des modifications ;
- 10 d'accepter que le Conseil administratif signe tous actes ultérieurs nécessaires pour refléter la surface définitive de la sous-parcelle 3812B ;
- 11 de charger le Conseil administratif de mettre en œuvre l'entier de l'opération foncière définie dans la présente délibération et de signer pour la Commune de Vernier tous autres actes notariés nécessaires, dont l'acte de vente final des droits à bâtir de la parcelle 3417 incluant la constitution d'une servitude d'interdiction de toutes constructions, la cession de la sous-parcelle 3812B en faveur de la Commune de Vernier , ainsi que la constitution d'une servitude ou l'annotation d'une mention en relation avec le report des droits à bâtir de ladite sous-parcelle sur la sous-parcelle 3812A, toutes conventions et pièces relatifs à cette opération ;
- 12 de charger le Conseil administratif de désigner deux de ses membres en vue de la signature des actes notariés nécessaires.

Le texte complet des délibérations, et les plans d'affectation du sol peuvent être consultés à la Mairie de Vernier, rue du Village 9, du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Art. 25, al. 5 de la loi sur l'administration des communes - **Seuls des procès-verbaux dûment approuvés peuvent être communiqués au public en application de la loi sur l'information au public et l'accès aux documents du 5 octobre 2001.**

Le délai pour demander un référendum expire le 21 mai 2025.

Vernier, le 26 mars 2025



Sylviane COVER, Présidente